

Le Livre vert : son contexte, sa signification

Hervé Bleuchot

DANS **MONDE ARABE** 1981/3 N° 93 , PAGES 23 À 38

ÉDITIONS **LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**

ISSN 1241-5294

DOI 10.3917/machr1.093.0023

Date de mise en ligne : 31/05/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-maghreb-machrek1-1981-3-page-23?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour La Documentation française.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Le Livre vert : son contexte, sa signification (*)

La pensée du colonel Mo'ammr al-Kadhafi est mal connue, et souvent déformée par une vision caricaturale ou sommaire. On ne peut non plus, pour l'étudier, se fier uniquement au « Livre vert ». Cet ouvrage en effet ne constitue qu'un moment de cette pensée, qui est plus riche et plus complexe (1). Comment donc la saisir ? Le problème est en fait relativement simple car, par chance, le colonel Kadhafi parle souvent, et longuement, revenant sans cesse sur ce qu'il a dit, l'éclairant, l'explicitant. Il suggère lui-même, par la diversité de ses formulations, qu'il faut confronter ses discours entre eux, les corriger l'un par l'autre. S'il réunit de nombreux colloques, ce n'est pas par goût de la célébrité, mais parce qu'il compte sur les intellectuels pour l'aider à exprimer le mieux possible ses intuitions, et ses intentions. La flagornerie le dérange autant que la malveillance. Ce qu'il cherche, c'est une collaboration des intellectuels, libyens ou autres.

Or, à la lecture des Actes du colloque de Benghazi, d'octobre 1979, il semble que la pensée du colonel Kadhafi n'ait inspiré que deux attitudes : soit un rejet global, très courageusement exprimé, mais qui n'entre pas dans la problématique du chef de la Révolution, soit une approbation sans nuance, mais visant seulement un thème et restant de ce fait souvent marginale. Une troisième attitude est possible : entrer dans la problématique du Colonel, chercher ses motivations, ses influences, son mode de raisonnement ; puis chercher au-delà du « dire » le « vouloir-dire », qui est profondément ancré dans une expérience humaine. Il s'agit de faire œuvre scientifique (donc « sympathique ») ; il ne s'agit pas de prise de position politique. Il faut donc évoquer le contexte : l'exercice du pouvoir, les classes politiques en Libye, les questions internationales...

On peut discerner dans l'évolution de la pensée du colonel Kadhafi, plusieurs périodes, d'ailleurs peu tranchées. La première période (« nassérienne ») va du 1^{er} septembre 1969 (date de la révolution) au début de 1973. A partir du discours de Zouara inaugurant la révolution populaire jusqu'en 1976 nous avons affaire à une période de transition où s'affirment déjà les thèses du premier chapitre du Livre vert, mais inspirée encore par une pensée nassérienne, notamment en politique internationale. Enfin, à partir de 1977, avec l'achèvement de la publication du Livre vert, c'est la troisième période, proprement « kadhafienne » où se révèle sa conception de l'Islam (2). Mais les thèmes anciens peuvent parfois réapparaître suivant les circonstances.

(*) Cette étude est une reprise (développée), d'une conférence faite à la Fondation Feltrinelli, à Milan, en mars 1981.

La période «nassérienne»

L'idéologie du colonel Kadhafi est née sous l'ancien régime du roi Idriss. Un bref coup d'œil sur la situation politico-sociale de cette époque est nécessaire.

L'ancien régime et le jeune Kadhafi

Le vieux roi Idriss Es-Senoussi, qui régna sur l'ensemble de la Libye de 1951 à 1969, était resté un homme des années 1940. Lié aux alliés anglo-saxons qui avaient chassé le colonisateur italien, et qui lui fournissaient une aide appréciable en échange de concessions politiques, importantes il est vrai (notamment les bases militaires de Wheelus Field et de Tobrouk), il ne comprit pas la nouvelle situation arabe, le conflit palestinien, ni surtout le phénomène du nassérisme et son influence.

La découverte et la mise en exploitation d'importants gisements de pétrole allaient amener la Libye à dépendre des compagnies pétrolières anglo-saxonnes, qui introduisent dans le pays l'économie capitaliste de consommation. La société tribale libyenne, déjà fortement ébranlée par l'occupation italienne (1912-1942), reconstituée en apparence sous l'occupation anglaise (1942-1951), soutien apparemment indestructible du régime religieux d'Idriss, chef de confrérie, sera en fait minée de l'intérieur par l'économie monétaire. Les relations traditionnelles de prestige religieux, l'autorité des chefs de tribu ou de confrérie ou de famille, se trouvent confrontées aux nouvelles formes de prestige social que donnent les fortunes édifiées sur le pétrole. La société tribale n'a plus sa rudesse primitive ni sa cohésion derrière son chef senoussi. Nombreux sont ceux à qui il apparaît comme le complice de l'Occident, et comme la caution d'une «camarilla» de parvenus qui monopolisent la manne octroyée par les compagnies pétrolières.

Une nouvelle classe sociale est née : la classe moyenne. Des fonctionnaires, des policiers, des soldats, des professeurs ont été recrutés. Le commerce des produits importés a créé une importante couche de commerçants. Cette classe est très sensible aux thèmes de l'idéologie nassérienne. La paysannerie par contre se meurt, et, avec le départ des Italiens, on peut dire qu'il n'y a plus d'agriculture libyenne. Les laissés pour compte de la société sont nombreux : paysans déracinés, chômeurs des bidonvilles, nomades éleveurs pratiquement sans ressource. Par ailleurs, les partis politiques sont interdits et les étrangers sont tout puissants partout, même les Italiens...

Le futur colonel Kadhafi naît en 1941 dans une tribu du Golfe de Syrte. Lui, il a un nom, un père, une tribu. Il écoute la «voix des Arabes». Le jeune Kadhafi rêve d'une nation arabe forte et grande et la radio lui apprend qu'elle est divisée, dominée, démoralisée. Divisée, parce qu'elle a été colonisée et morcelée par l'Occident, parce que les partis les plus divers la déchirent, sans l'unir. Dominée, parce que la nation arabe ne parle pas sa langue, parce qu'on lui paye mal son pétrole, parce que les étrangers sont les véritables maîtres, les gouvernements réactionnaires arabes servant de relais. Démoralisée, parce que cette nation a subi les défaites de la colonisation, puis celles que lui inflige la montée en

puissance d'un Etat hébreu, enfin celles qu'elle s'inflige elle-même, comme l'échec des tentatives unitaires, les déchirements du Yemen, etc. En Libye, pour Kadhafi, la situation est la pire de toutes : le roi Idriss n'est qu'une marionnette aux mains de son entourage ; la Libye est encore un des rares pays africains à abriter des bases étrangères ; en 1967, les avions israéliens attaquent l'Egypte par l'Ouest. Quant à la démocratie parlementaire libyenne, ses élections sont truquées...

Ces sentiments sont ceux de tout le monde en Libye, ou presque. Le colonel Kadhafi, quand il prendra le pouvoir en 1969, soulèvera un immense espoir qui se traduira par des manifestations continues. Et Kadhafi croit au peuple. Tout le monde veut l'unité arabe et elle ne se réalise pas, pourquoi ? A cause des gouvernements conservateurs... Dans la tribu, on partage depuis longtemps les biens, les charges, les honneurs autant que les infortunes. Pourquoi chercher ailleurs le modèle de la démocratie ? L'obstacle est encore les gouvernements fantoches inspirés par l'étranger. D'autant plus que les Arabes, les Libyens, ont du pétrole. Pourquoi alors sont-ils pauvres ? Parce qu'on les vole... La Libye et le monde arabe, semblent oubliés de Dieu. Mais Dieu ne peut oublier les musulmans, à moins qu'ils n'aient trahi l'islam, qui est révolutionnaire, simple, égalitaire...

Arabisme et Islam

C'est avec ces idées simples, mais profondément ancrées dans la mentalité populaire arabe que le jeune Kadhafi parvient au pouvoir le 1^{er} septembre 1969. Au départ, du point de vue institutionnel, il n'a rien d'original à proposer. La constitution provisoire du 11 décembre 1969 est un décalque de la constitution égyptienne. Un parti unique est créé : l'Union socialiste arabe : elle a le même nom et presque le même but que son homonyme égyptien. Dans la pratique politique suivie jusqu'en 1973, on peut noter tout au plus un « refus des intermédiaires » et une tendance assez nette à exalter le pouvoir direct du peuple, par des rencontres, des meetings populaires où l'homme de la rue peut interpeller directement le Chef d'Etat, les membres du Conseil de Commandement de la Révolution (CCR) ou les ministres (3).

Jusqu'à la mort du colonel Nasser (septembre 1970), le colonel Kadhafi a répété les thèmes de son maître à penser (4). Le slogan de la République arabe libyenne (RAL) était à l'époque : « Liberté, socialisme, unité ». C'est le même que celui de l'Egypte. Pourtant on observe assez tôt une insistance particulière sur des thèmes islamiques. Kadhafi apparaît comme le champion de l'islam, en n'ayant pas honte de s'affirmer musulman, en faisant supprimer la vente d'alcool en Libye, en exaltant la tâche des missionnaires de l'islam en Afrique, etc. Il n'était pas cependant un Frère musulman, au contraire, il a tenu très tôt à marquer ses distances avec les Frères, car les Frères ne sont pas des nationalistes arabes. Il déclare le 30 août 1972 : « Certains journaux disent que ceux qui gouvernent en République arabe de Libye sont les Frères musulmans et ne sont pas des révolutionnaires, comme si l'on ne pouvait considérer comme musulman que celui qui appartient à l'association des Frères musulmans, et comme si l'on ne pouvait considérer comme progressiste que celui qui appartient au communisme ». L'objectif du Colonel, comme on le voit est de créer une troisième voie qui

réconcilie en particulier religion et progressisme. C'est le sens de ces multiples appels aux croyants que l'on entend pendant cette période. Il récuse tout fanatisme, cherche le dialogue (surtout en 1973).

Le point principal de l'idéologie du colonel Kadhafi demeure cependant l'arabisme. Pour mieux saisir les rapports de cette pensée avec l'Islam et le Livre vert, nous allons essayer de l'analyser à travers le concept d'«*umma*» (communauté religieuse ou nation). Il s'agit de la communauté des croyants, communauté du prophète («*ummat-al-nabî*»). L. Gardet (5) constate que cette communauté de croyants a toujours voulu «*se réaliser en un Etat ou un ensemble d'Etats forts*» (p. 285). Pour cet auteur, l'arabisme n'est pas une menace contre l'umma des croyants, car «*l'arabisme draine des valeurs islamiques, le rêve réformiste d'une restauration islamique*» (p. 343).

C'est ainsi que le Colonel Kadhafi conçoit l'umma. Pour lui, à cette époque, l'umma est toujours une «*umma 'arabiya*», car l'Islam n'est rien sans les Arabes: «*La nation arabe représente le poids de l'Islam*» (16 septembre 1969). On comprend l'opposition avec les Frères musulmans, pour qui l'Islam est tout, et les Arabes des croyants comme les autres. Kadhafi leur rétorque: «*le mouvement des Frères musulmans, à l'heure actuelle, est une extension naturelle des mouvements «*chu'ubiya*» pleins de rancœur contre l'umma 'arabiya et le nationalisme arabe; sous les mêmes slogans, il attaque le nationalisme arabe... comme s'il y avait contradiction entre le nationalisme arabe et les enseignements de l'Islam*» (7 mai 1973). Et le Colonel se mue en exégète du Coran. Il cite le verset fameux: «*Vous êtes la meilleure communauté choisie pour les hommes*» (3, 110) et déclare «*que personne n'interprète ce verset comme visant tous les musulmans*» (16 septembre 1973). Ce verset ne vise, selon lui, que les Arabes.

La notion religieuse d'umma est dissoute dans le concept d'arabisme ou dans celui de nationalisme. Il faut dire que l'objectif du Colonel est de restaurer la grandeur arabe, c'est un objectif prioritaire: «*L'unité arabe est le premier et le plus grand pas de l'unité islamique*» (24 janvier 1971). Et quand il déclare «*Nous n'avons pas besoin d'un parti islamique*» (24 janvier 1971), on se demande si l'unité islamique est bien dans ses objectifs. On va voir au contraire l'Islam, c'est-à-dire le Coran, servir l'arabisme. Il cite un autre verset fameux: «*Attachez-vous fortement au pacte de Dieu, ne vous divisez pas*» (3, 103). Il dit, le 1^{er} septembre 1971, que ce verset vise les Arabes et, particulièrement en ce jour, les citoyens de Libye, d'Egypte et de Syrie qui doivent voter pour le référendum instituant la Fédération des républiques arabes. Ce vote est pour lui une marche sacrée («*zahf muqaddas*») pour redresser la nation arabe, pour libérer la Palestine. A côté de l'Islam on trouve souvent des références aux valeurs universelles: liberté, humanisme, paix... car l'ambition (au sens noble du terme) du Colonel est universelle.

Cette orientation pro-arabe du chef de la révolution va aboutir à une série d'échecs. Echec de l'union à quatre (Egypte, Syrie, Soudan), de la fédération à trois (Egypte, Syrie) de la fusion avec l'Egypte (1973) puis avec la Tunisie, sans compter diverses autres tentatives moins connues en Occident — vers le Soudan, l'Algérie etc... — ni les échecs plus secrets sur le front arabe, notamment au Liban. Le Colonel en est sorti déçu par les régimes des pays arabes et depuis s'est tourné vers l'Afrique. Or les Africains ne sont pas Arabes. Le concept d'«*umma 'arabiya*» ne pouvait que se transformer. Dans le Livre vert la notion d'umma est sans épithète: elle n'est ni arabe, ni islamique.

Socialisme et Islam

D'abord quelques mots sur la notion de socialisme. Kadhafi en parle souvent et en donne diverses définitions. Le socialisme pour lui est à distinguer nettement du marxisme et du communisme, perversions athées du socialisme. Car le socialisme vient de l'Islam : « la religion musulmane est certainement plus progressiste que le communisme. Elle a établi les fondements de l'économie, des relations entre les travailleurs dans leur travail, de la société d'abondance, d'autosuffisance (« kifâya »), de justice et de société libre. Que tout le monde sache que la religion musulmane contenait ces idées avant Marx et Lénine. L'Islam est certainement le message éternel, la révolution continue, une idéologie nouvelle et la mère des théories » (12 décembre 1970).

Cette citation montre où se trouve l'inspiration de Kadhafi : dans l'Islam et la société bédouine qui lui était contemporaine. A l'époque, les commentateurs ont rapproché ces conceptions de la conception nassérienne du socialisme musulman. Il s'agissait en fait d'un capitalisme à effets sociaux contrôlés. L'armature essentielle de ce socialisme était, en Libye, (ce qu'elle restera jusque vers 1977-78) une répartition des revenus par l'impôt progressif et la sécurité sociale, une participation des ouvriers à la direction et aux bénéfices, un système de contrôle des prix des denrées de base, des distributions de terre, de logement, effectuées gratuitement ou à bas prix. L'aspect proprement islamique de l'organisation économique n'apparaissait pratiquement pas. Les « awqâf » publics (biens de main morte) qui constituent la partie des institutions musulmanes que l'on pourrait qualifier de socialiste (ils servent à l'entretien des pauvres, des étudiants, des hôpitaux, des asiles, etc.) n'ont pas été utilisés pour fonder la société socialiste musulmane. Ici, comme ailleurs dans le monde musulman, on a mené une politique de réduction, de marginalisation des awqâf. Les lois islamiques dont la presse a fait grand cas à l'époque (loi contre le vol, l'adultère, etc.) n'ont pas remis en cause la logique du système juridique libyen, qui est d'inspiration occidentale (6).

L'apport de l'exercice du pouvoir et l'élaboration du Livre vert

On a dit que le colonel Kadhafi avait soulevé un immense espoir et que l'appui populaire ne lui fit pas défaut. La haute classe des privilégiés de l'ancien régime perdit toute influence et disparut en tant que telle. Quelques-uns furent emprisonnés, d'autres s'enfuirent. La classe moyenne, la majorité des citoyens, était acquise au nouveau régime. Mais il y avait un malentendu. Cette classe souhaitait une politique pro-arabe. Elle refusait d'avance l'aventure, que ce soit en politique internationale ou en politique intérieure. Elle souhaitait une solidarité avec le monde arabe contre Israël, de bons rapports avec les pays voisins, le non-alignement en politique extérieure, et en politique intérieure une industrialisation rapide, un commerce florissant, des infrastructures solides, une gestion efficace. Il fallait construire avec l'argent du pétrole une économie viable quand les puits seraient épuisés. Bref elle souhaitait être dirigée par un Boumediène et elle ne reconnut pas en Kadhafi l'homme qu'elle attendait. Un égoïsme national libyen est totalement étranger à la mentalité de Kadhafi.

Celui-ci se rendit compte assez tôt des résistances qu'on lui opposait. En septembre 1971, il donna même sa démission. Dans le discours de Sabratha, il expliqua son geste : « C'est la carence de l'administration qui paralyse tous les projets sociaux, économiques, industriels. C'est pour protester contre cet état de choses, que je ne comprends pas, que j'ai présenté ma démission... ce que nous voulons c'est que tout change » (4 octobre 1971). Malgré une réforme de l'administration (en 1972), rien ne changea. Il se rendit compte que l'application des idées nassériennes n'aboutissait qu'à une société sans originalité, révolutionnaire et socialiste seulement par les mots et les slogans. C'est ce qui explique le discours de Zouara et la révolution populaire (15 avril 1973).

Les thèmes et les aspects de cette révolution sont bien connus, nous n'y reviendrons pas. On en retiendra le scénario, qui sera constamment répété : devant des résistances, le Colonel incite les masses (Jamâhîr), par un discours, à renverser l'obstacle : la révolution ne se fait pas par décret, mais par les masses qui montent à l'assaut (« zahf ») des bureaux (*). Mais chaque action des masses amène de nouvelles résistances, d'où une perpétuelle fuite en avant, une véritable révolution permanente commandée par discours et effectuée par le peuple. Quel peuple ? Pas la classe moyenne, mais le petit peuple des fonctionnaires subalternes, des employés, des ouvriers (dockers), des chômeurs...

Nous avons retracé ailleurs les étapes de ce mouvement. Contentons-nous d'en rappeler brièvement les résultats : élimination de l'Union socialiste arabe, expression de la classe moyenne, qui prétendait canaliser la révolution des comités populaires de 1973, à sa place on créa un système de congrès populaires, expérimenté avant d'être décrit dans le Livre vert ; épuration et suppression (du moins en droit) du Conseil de commandement de la révolution (CCR) dont la majorité des membres avait tenté, en août 1975, d'éliminer le colonel Kadhafi, et qui ne cadrait plus avec la démocratie directe ; mise au pas des étudiants en avril 1976, à la suite de manifestations étudiantes hostiles au régime. Avec la proclamation du pouvoir du peuple, en mars 1977, le nom officiel de la Libye : « République arabe libyenne » est changé en « Jamâhiriya arabe libyenne populaire et socialiste ». La Libye était devenue « l'Etat des masses ».

Au début de 1978 parut le tome II du Livre vert, suivi en 1979 du tome III. L'application de ces fascicules fut postérieure à leur publication. C'est eux qu'il convient d'analyser maintenant.

(*) Le colonel Kadhafi avait tenté d'utiliser la même méthode avec le président Sadate qui reculait, en 1973, devant la fusion égypto-libyenne. Cette fois, la tentative d'unité par la marche (zahf) échoua, parce que les masses égyptiennes ne bougèrent pas.

Interprétations critiques et réflexions autour du Livre vert

Interprétation d'ensemble

Le Livre vert III révèle le sens profond de l'ensemble de l'ouvrage. Il s'ouvre sur l'exposé d'une conception très curieuse du lien social assimilé au lien national. En fait cette confusion est due à la langue arabe, qui a formé le terme «qawmiya», «nationalisme», sur le mot «qawm», qui signifie «peuplade, tribu», et qui n'a pris le sens de «nation» que très tardivement, c'est-à-dire au XX^e siècle. Le colonel Kadhafi a utilisé les mots qu'il avait à sa disposition: famille, tribu, arabisme... Mais ses discours montrent qu'il a maintenant comme nous le verrons, une conception très différente de l'umma et des rapports sociaux.

Le traducteur a eu bien des difficultés avec ce tome III du Livre vert et la version française s'est fait attendre. Comment rendre en français un raisonnement basé sur l'arabe? Il a résolu le problème en traduisant «qawm» tantôt par «nation» et tantôt par «communauté» et «jamâ'a» tantôt par «groupe», tantôt par «société» et tantôt par «communauté». Ainsi, du groupe «jamâ'a» on pouvait passer à «qawmiya» (nationalisme), dérivé de «qawm», et la boucle était bouclée (III, 5 et III, 6 des textes arabes et français). En fait ce passage voulait justifier théoriquement la conception de Kadhafi qui est celle-ci: le seul lien social véritable et naturel est celui du sang. L'individu est lié aux autres d'abord et avant tout par la famille. La tribu est à son tour une famille élargie et la nation un groupe de tribus. Voilà la société naturelle. On a reconnu la société bédouine traditionnelle.

Il s'agit bien de proposer cette société comme modèle naturel. Les individus sans famille sont des vagabonds («sa'âliq»). Nous sommes renvoyés à l'époque pré-islamique, à tout un monde idéalisé des débuts de l'Islam. Il ne faut pas oublier que cet idéal bédouin a été constant dans la pensée arabe. En 1930, le poète Ahmad Chawqî faisant un éloge de la reine-mère d'Egypte, appelait «palanquin» la luxueuse automobile de la reine-mère, «voile» la porte du véhicule, «rènes», le volant, etc. (7). Mais les poètes ne sont pas seuls à rêver... Le «moins arabe des Arabes», c'est-à-dire l'avocat Bourguiba, n'a-t-il pas fait son entrée à Tunis en 1955, à cheval, en tenue de Bédouin? Si les règnes des Khalifes «qui ont suivi la voie droite» («er-rachîdûne») ont été considérés comme un âge d'or, c'est certes pour des raisons religieuses, mais aussi parce qu'à cette époque, l'homme était libre dans sa tribu, fort de son épée et de ses parents, et qu'il pouvait défier quiconque. Le jeune Kadhafi n'a pas connu d'autres liens sociaux que celui du sang (et celui de la religion, nous en parlerons plus loin). Il a évoqué la fascination qu'exerça sur sa jeunesse le mot «arabe»: «la première chose qui s'est fixée dans notre esprit, c'est que nous sommes des Arabes, c'est le mot "arabe" que l'on répète dans la tribu» (25 juin 1970). A l'inverse la pire insulte qu'il puisse faire à l'ex-roi Idriss c'est de dire «c'est un vagabond (sa'luq),... il n'appartient pas au peuple libyen, c'est un marchand, un courtier...» (17 juin 1975).

Ainsi le Livre vert III révèle le sens des deux premiers fascicules. La démocratie directe c'est la démocratie véritable, parce que c'est celle des

premiers temps où l'homme vient en armes à l'assemblée. Et le thème du peuple en armes est un thème de l'idéologie de Kadhafi : les armes ont été distribuées en Libye aux tribus, pas aux « sa'âlîq », aux vagabonds, aux étrangers, immigrés, gens sans liens et sans racines (8). Il n'est pas besoin d'aller chercher ailleurs de modèle de démocratie. Le jeune Kadhafi ignorait tout du monde non libyen. Ce qu'il savait de l'Occident dénotait la brutalité (colonisation, fascisme), la cupidité (capitalisme, affairisme) ou l'immoralité (films, femmes dénudées...) et ce qu'il savait du socialisme n'était guère plus attirant (athéisme, dictature, etc.). La seule société valable était la sienne, chaleureuse, démocratique, égalitaire, austère... Il n'y a jamais eu de doutes à ce sujet dans son esprit.

Le Livre vert II s'éclaire lui aussi par le rapprochement avec l'idéal bédouin. Le salariat est inconnu dans la tribu, et il ne concerne que les vagabonds, les domestiques, des humiliés. La règle, dans la tribu, c'est l'association, et la distribution se fait sur le principe « à chacun selon ses besoins et seulement dans cette mesure ». Dans la tribu on ne thésaurise pas, à quoi bon ? La terre est à tous, elle n'est rien qu'une terre de parcours, de nomadisme. Songe-t-on à partager l'air ou le soleil ? La coutume règle tous les problèmes, elle constitue le droit naturel, et les législations compliquées : droit du travail, droit des sociétés, constitutions, etc., sont sans valeur. La législation ottomane des « tanzimât » resta d'ailleurs, comme la législation italienne, sans prise réelle sur la société libyenne.

Le tome III du Livre vert ne manque pas de formules pour faire l'éloge de ce genre de vie. Ainsi la tribu donne « une éducation sociale plus complète et plus noble que n'importe quelle éducation scolaire » (III, 15). Cette conception éclaire le refus des crèches pour enfants. L'enfant doit rester dans sa famille. « Il est contraire à la nature de séparer les enfants de leur mère » (III, 30). Si l'enfant n'a pas de famille, il est comme un vagabond sans racine. Il serait rejeté dans la société naturelle, mais la Libye est généreuse et fournira des crèches pour ces gens (III, 29). Quant aux sociétés industrielles modernes, « elles ne sont pas civilisées... Ce sont des sociétés matérialistes » (III, 36). C'est pour lui une évidence qu'il n' imagine pas que l'on puisse contester. La condamnation du sport comme activité spécialisée à laquelle on va assister comme à une représentation rejoint celle des spectacles. On est frappé de prime abord par l'outrance apparente du raisonnement. Chaque homme exerçant une activité spécifique (le sportif, l'homme politique, le médecin, l'ingénieur, le garagiste), la monopolise-t-il et en exclut-il donc les autres ? Faut-il que la foule envahisse la salle d'opération, le garage ou le bureau d'étude ? A la limite, oui, répond Kadhafi. Comme Ivan Illich, il remet en cause la division excessive du travail (9) : il faut que chacun puisse se soigner, réparer sa voiture, parler avec les autres sur le chantier... C'est un idéal, bien sûr mais il n'est pas interdit d'y rêver. Et Kadhafi conclut sur l'austérité des bédouins et l'inutilité des spectacles. Illich aussi parle d'austérité (10).

Telle est la thèse principale du Livre vert, le retour à la vie naturelle, au socialisme naturel. Mais nous vivons au XX^e siècle. Comment le Colonel a-t-il résolu les problèmes qui proviennent de notre situation actuelle ? A vrai dire ces problèmes l'embarrassent quand il les aborde, et il ne les aborde pas tous. Voyons tout d'abord les problèmes sur lesquels il a buté sans les résoudre.

La démocratie directe et ses difficultés

Dans le tome I c'est surtout le problème de ce qu'on pourrait appeler la « situation indépassable » de la vie en commun démocratique. Il écrit : « la lutte politique qui aboutit à la victoire d'un candidat avec, par exemple, 51% de l'ensemble des voix des électeurs, conduit à un système dictatorial, mais sous un déguisement démocratique » (I, 8). L'idéal de Kadhafi est une société d'hommes libres et communautaires où personne n'est majoritaire ni minoritaire. Or, n'y aura-t-il pas toujours une majorité et une minorité, dans n'importe quelle assemblée, dans n'importe quel congrès populaire ! (11). Ajoutons qu'une société importante ne peut réunir tout le monde en un même lieu, encore moins laisser chacun s'exprimer sans limite de temps, sans règlement d'assemblée, etc. On est donc obligé d'avoir recours à des réunions par localité, par circonscriptions. Ce faisant, on tombe dans un risque plus grand encore, car le jeu des circonscriptions peut faire que la minorité gagne l'élection (12). Les ennemis des démocraties parlementaires se sont longuement étendus sur la question. Mais la situation est toujours la même dès qu'on divise le peuple selon le territoire, les tribus, les congrès... On peut se trouver dans une situation où 45% domine 55%.

Le régime représentatif est condamné par le Livre vert, car le représentant interprète la volonté du peuple : celui-ci est donc dépossédé de son pouvoir. D'où le mandat impératif et le contrôle de l'exécution des décisions. Mais ceux qui « contrôlent l'exécution » (I, 30) n'exécutent pas eux-mêmes. Le « contrôle du peuple par le peuple » (I, 31) signifie en fait que, *avant* ou *après*, même si elle peut intervenir, une partie du peuple reste spectatrice de l'action politique *au moment* où elle est exécutée. Tout cela, le colonel Kadhafi s'en doute : « dans la pratique, ce sont toujours les plus forts qui gouvernent » (I, 44).

Il faut enfin remarquer que, dans les faits, la démocratie directe est faussée à cause de l'absentéisme. Les études sur les institutions athéniennes ont montré que tout au plus 10 ou 20% des citoyens libres participaient aux assemblées. Il se forme un groupe de « spécialistes » de la politique, ceux qui ont le loisir ou le goût de ces choses. Ils sont toujours présents, ils ont des dossiers complets... etc. Les autres viennent de loin en loin, quand ils sont concernés. Ils ne comprennent souvent pas grand-chose, parce qu'ils sont analphabètes parfois, mais souvent parce qu'ils ne peuvent pas se spécialiser dans la question. Une division du travail est inévitable. Le citoyen ne peut être à la fois, dans toutes les réunions syndicales, politiques, religieuses, économiques, culturelles, sportives... etc. La démocratie bourgeoise reconnaît le fait et établit un lien entre les « spécialistes » et les autres : l'élection. En régime de démocratie directe, il n'y a aucun lien. Il y a ceux qui peuvent aller aux réunions, et les autres. Ce n'est pas seulement une question de connaissance, c'est une question de temps. Le problème est inconnu dans la société bédouine : tout le monde a toujours le temps de s'occuper des affaires du groupe, car elles sont réduites et peu spécialisées.

Enfin la pratique de la démocratie n'est pas aisée avec les tribus. Quand les partis politiques sont interdits, quand les élections ne sont pas précédées d'une campagne électorale, comme c'est le cas en Libye, sur quels critères le citoyen peut-il choisir ses représentants ou ses délégués ? Il n'a d'autres ressources que de se fier à l'appartenance

tribale du candidat ! C'est apparemment le contraire de la démocratie (13).

Le socialisme naturel

Le Livre vert II bute sur le problème des salariés du secteur public, qui sont finalement toujours salariés. Qui plus est, et en contradiction avec l'égalitarisme qui inspire la société socialiste naturelle « leur part varie en fonction des services rendus par chacun d'eux » (II, 26). Ainsi, ils seront comme ces techniciens habiles : par leur savoir faire, ils gagneront plus que les autres, situation condamnée par le Colonel (II, 25).

Autre problème, celui de l'épargne. Les hommes ont le droit d'épargner « en prélevant sur leurs seuls besoins » (II, 25). Mais « les inégalités dans la détention des richesses ne sont pas tolérables » (II, 26). La question qui est posée par ces deux phrases est celle de l'héritage. Si l'on admet la transmission de l'épargne, on retourne à l'inégalité. La société bédouine libyenne ne reconnaissait pas l'héritage : les propriétés étaient réparties tous les ans dans certaines régions, ce qui assurait une adéquation parfaite entre le capital terrestre et animal et la population. La question de l'héritage n'est pas évoquée dans le Livre vert II.

Celui-ci soulève un dernier problème, celui de la législation. Pour le Colonel, la législation valable, c'est la coutume, qui s'identifie plus ou moins avec la religion (I, 34 sq). La loi positive, faite par des hommes, lui apparaît incapable de résoudre les besoins des hommes (II, 28). Pourtant c'est le seul recours, comme le salariat, pour résoudre le problème des fonctionnaires (II, 31). Ici encore on sent nettement la difficulté qu'il y a à proposer à des sociétés complexes l'idéal « naturel » de la société bédouine.

Le Livre vert III traite aussi avec difficulté d'un certain nombre de questions, liées à la vie moderne, par exemple le travail des femmes. D'une part le Colonel veut maintenir le respect de la liberté des femmes et la nécessité d'assurer un revenu supplémentaire à la famille, d'autre part il veut que les enfants soient éduqués au foyer, que la femme ne soit pas aliénée par un travail qui la dénature. Les femmes semblent plutôt orientées vers l'enseignement. Mais de solution théorique à cette situation contradictoire, il n'en est proposée aucune dans le Livre vert III. Situation contradictoire aussi dans le domaine de l'enseignement : « la société devrait fournir toutes sortes d'activités éducatrices, permettant aux jeunes de choisir spontanément et librement les matières qu'ils souhaitent étudier » (III, 44). Mais tout le monde ne peut pas faire de la littérature. Il faut des comptables, des médecins, des soldats. L'orientation professionnelle des jeunes est donc une politique couramment pratiquée en Libye.

Philosophie de la nation

On trouve aussi dans le Livre vert III un décalque de la phrase fameuse de Renan : « La nation est en définitive un sentiment d'appartenance et une communauté de destin » (III, 19). Renan disait : « une nation est une

âme, un principe spirituel... avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent»...

Pareille définition de la Nation renvoie à une communauté abstraite qui n'est plus fondée en droit sur des liens du sang, mais sur les relations entre citoyens titulaires de droits et de devoirs fixés par une loi impersonnelle. Elle ne s'appuie pas sur le «jus religionis», le droit religieux qui est discriminatoire et oblige l'individu à avoir la religion de son pays, ni sur le «jus sanguinis», le droit du sang qui rejette l'individu isolé dans l'esclavage. La Nation abstraite prétend admettre tout le monde sans discrimination et conférer le statut de citoyen à l'individu, quelle que soit sa race, sa religion, son appartenance de classe, son lieu de naissance, pourvu que l'individu accepte les obligations de la citoyenneté, non seulement les obligations juridiques, mais les obligations sociales : accepter le passé commun, les règles de cohabitation actuelles. Chaque citoyen n'est relié aux autres que par sa volonté exprimée librement de vivre avec eux.

Cette construction, qui se heurte dans la pratique à mille contradictions (racisme, refus du droit à la différence, domination de classe, etc.) n'a à peu près rien à voir avec la pensée du colonel Kadhafi. Il s'interroge sur les nations modernes. Mais il constate que finalement elles sont minées par les communautés minoritaires et donc que la base naturelle reste encore ce lien du sang. De même pour la religion. Il existe, constate-t-il, des nations cimentées par la religion (la nation arabe en est une). Mais ces empires eux aussi éclatent, et la base reste donc la communauté d'origine. Il concède que «la règle juste veut que chaque nation ait sa religion» (III, 9) non sans regretter l'harmonie des origines où «chaque communauté avait sa religion» (III, 9). Mo'ammar al-Kadhafi cherche ce que devrait être une Nation : une communauté ayant le même sang, la même religion, le même sol, le même droit, et donc la volonté de vivre ensemble comme résultante, et non comme seule condition nécessaire. On peut évoquer encore ici l'expérience sociale du jeune Kadhafi : au Maghreb, il ne voit pas d'Arabes chrétiens, ni d'Arabes juifs. «Chrétien» ou «Juif», signifie «étranger». Il n'admettra jamais que les Berbères ne soient pas d'origine arabe. A «Al Safir» (Beyrouth) il déclarait, le 16 août 1980, que «les Arabes chrétiens doivent se convertir à l'Islam» car «ils ont un esprit européen dans un corps arabe» (16 août 1980). Pour le Colonel, l'Islam n'est pas une société particulière dépassant les sociétés naturelles. L'«umma» est nécessairement «arabiya» d'abord, elle ne saurait recouper des sociétés diverses et s'en accommoder.

Le lien social qu'établissent les confréries à l'intérieur de l'Islam n'a donné lieu chez lui à aucune réflexion qui puisse l'amener à dépasser sa conception. La confrérie qu'il connaissait (la Senoussiya) était totalement déclassée à ses yeux. Il rappelle à Mirella Bianco (14) le proverbe bédouin «manger comme des Sénoussis», pour lui expliquer qu'il n'a pas trouvé chez eux un exemple d'austérité, donc de méditation. Mais cela n'exclut pas une influence de la confrérie, indirecte, par l'enseignement donné aux tribus, nous y reviendrons.

Le discours de Mo'ammar al Kadhafi apparaît ici comme un discours prescriptif, attaché à décrire ce que la société doit être, en opposition à la philosophie individualiste qui fonde une partie de la société occidentale, et en référence à une communauté idéale inspirée du style de vie bédouine. Les problèmes de la société moderne (la technique, l'informatique, la modernisation de l'agriculture, l'industrialisation, la bureaucra-

tie) ne sont pas ignorés (15) mais remis au peuple pour leur solution. Malheureusement, chaque choix technique est lourd de conséquences politiques et sociales : la division du travail favorise les technocrates civils ou militaires. Certes le peuple peut prendre d'assaut les bureaux d'études, mais le citoyen ne peut être à la fois ingénieur, médecin, juriste, avocat, garagiste... à moins qu'il ne soit un dieu. « S'il existait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement ». On retrouve ici le philosophe. La démocratie n'est possible qu'avec des dieux, identiquement oublieux de leurs égoïsmes et reliés par une communion... à moins qu'on ne recoure au substitut du matraquage idéologique et de l'élimination physique des « déchets ».

Il faut enfin remarquer que le Livre vert ne parle pas de l'Islam. On n'y trouve aucune citation du Coran. On peut penser que le Colonel voulait faire œuvre universelle et qu'il n'a pas voulu que le Livre vert se limite à l'aire islamique. Mais à propos de l'éducation, on relève une attaque contre « les sociétés qui interdisent la connaissance de la religion telle qu'elle est, les sociétés qui monopolisent l'enseignement religieux ou celles qui dispensent un enseignement mensonger à propos de la religion, de la civilisation ou des coutumes d'autres peuples... » (III, 45). Ceci peut être lu comme une double critique : des sociétés islamiques traditionnelles et sunnites, parce qu'elles nient la véritable essence de la religion qui est Révolution, selon Kadhafi, parce que les « ulema » monopolisent l'enseignement religieux au point que les idées religieuses du Colonel ont du mal à se frayer un chemin, même en Libye ; des Occidentaux, qui se font une image complètement fautive de l'Islam et de sa civilisation. Ce besoin de reconnaissance universelle conduit, dans le Livre vert III, à un appel à l'universalisme, un refus du fanatisme. On a trop tendance à oublier cet aspect de l'idéologie de Kadhafi.

Développements actuels de la pensée du colonel Kadhafi

Le conflit avec la classe moyenne et les comités révolutionnaires

Cette absence de l'Islam dans le Livre vert, d'une part, et la présence de thèmes qui sont proches du marxisme en apparence (mais en réalité inspirés par l'idéal naturel bédouin) vont amener un conflit avec les « ulema », les docteurs de la religion islamique. Plus largement, pour mettre en application le Livre vert II, c'est avec toute la classe moyenne libyenne que le colonel Kadhafi doit engager le combat : avec les patrons de l'industrie et du commerce, dépossédés de leur entreprise en vertu du principe « associés, pas salariés » ; avec les propriétaires de logements, pour la réalisation effective du slogan « la maison à celui qui l'habite » ; avec les propriétaires fonciers, puisque la terre « n'est à personne » ; avec les commerçants, car « le commerce est une exploitation » ; avec les avocats, avec les politologues, car la justice, la politique, ne sont pas pour lui affaire de science, mais affaires populaires, etc.

Dans ce combat, le Colonel a dû se constituer un groupe d'alliés politiques dévoués. Au début, on a cru qu'il s'agissait principalement de

l'armée. En fait, dès 1970, il chercha à réduire son influence en excluant les militaires du gouvernement. En 1973, il proclame le « gouvernement des masses ». En 1975, avec la disparition du CCR, c'est encore l'armée qui perd de l'influence. Depuis 1978-79, le colonel Kadhafi s'est assuré le soutien de « comités révolutionnaires ». Contrairement à ce que voudrait l'idéologie officielle, ils n'ont aucun rapport, juridique ou politique, avec le Peuple : ils ne sont ni élus, ni choisis. Au contraire, ils se choisissent eux-mêmes, ou plus exactement, c'est leur foi révolutionnaire qui les désigne au peuple. Autant dire que ce sont les gardes-rouges du régime, la force de frappe de l'idéologie officielle. Ce sont généralement des jeunes gens enthousiastes qui sortent des lycées (où le Livre vert est au programme) et qui n'ont d'autre souci que d'inciter le peuple à prendre le pouvoir, et de dénoncer les « éléments rétrogrades ».

L'armée, pour sa part, a résisté au colonel Kadhafi. Comme la classe moyenne en général, elle ne s'est pas reconnue en lui. A la suite de divers complots — sur lesquels on est mal informé mais qui s'échelonnent entre 1975 et 1980 — le colonel Kadhafi a créé une milice populaire, ce qui réduit encore le rôle et l'influence de l'armée ; puis il a fait ressurgir le mouvement des officiers libres, jusqu'ici secret, et qui constitue son relais politique dans l'armée ; enfin, en dernier lieu, il a introduit dans l'armée le système des comités révolutionnaires, à partir du mouvement des officiers libres, qui en constitue l'ossature.

Chacun de ces assauts est mené au nom de la Révolution, et de l'islam conçu comme Révolution.

L'Islam comme Révolution

Ce thème n'est pas nouveau dans la bouche du colonel Kadhafi. Mais il a été développé avec une insistance particulière en 1978-79, il s'est accompagné d'une critique de la « Sunna » et a donné lieu à une bataille idéologique et théologique (16).

L'Islam est, selon Mo'ammâr al-Kadhafi, une révolution permanente. La révolution iranienne n'a fait que confirmer avec éclat sa certitude, c'est pourquoi il l'a d'emblée soutenue, en dépit de l'affaire de l'imâm Moussa Sadr (17). On a toujours dit en Islam que la réforme (« islâh ») devait être permanente. Pour le Colonel, il n'est pas question de réforme mais de révolution (« thawra »). Il dit à propos de la révolution iranienne le 5 mars 1979, à « Afrique-Asie » : « l'essentiel est que cette révolution populaire (iranienne) tire sa force d'un islam nouveau, moderne, progressiste, révolutionnaire... Mon espoir est que la révolution iranienne se transforme en Jamâhîriya. On voit que le thème de l'Islam est lié aux thèmes du progressisme, du socialisme, de la révolution.

Il semble même que ces thèmes « de gauche » (révolutionnaires et anti-impérialistes) ont pris la prééminence sur l'Islam. De même que dans la première période du gouvernement de Kadhafi on avait l'impression que l'Islam était la servante de l'arabisme, ici on a l'impression que l'Islam est la servante de la révolution socialiste. Mais il faut rappeler cependant que, pour Kadhafi, la révolution vient de l'Islam authentique, il y a d'abord une révolution à faire dans l'Islam et par l'Islam. Il dit dans un discours très important, prononcé place des Martyrs, à Tripoli, le 11 novembre 1978 : « l'une des raisons qui ont conduit au retard des musulmans est qu'il existe des mentalités

attardées... elles qualifient les découvertes scientifiques de péchés (« harâm ») et représentent le socialisme aux musulmans comme étant péché, elles disent que la révolution et le progrès sont des péchés » (11 novembre 1978).

Cette révolution à l'intérieur de l'Islam n'est pas dirigée contre l'Islam. Une interview à « Al Kifah al watâni », le 7 février 1979 le confirme : « Je ne représente pas Marx, qui a déclenché une révolution contre la religion. Bien au contraire, je lance une révolution de l'intérieur, pour la religion, afin de rectifier les déviations... Nous agissons pour éliminer les hypocrites, ceux qui exploitent la religion, ceux-là seuls sont lésés par notre révolution religieuse ».

Kadhafi ne fait que poursuivre le mouvement de « dépeussierage » entrepris par Ibn Taymiya, le wahhabisme, la Senussiya. Il le pousse à vrai dire très loin puisqu'il élimine complètement la Sunna (« khotba » à la mosquée Moulay Mohammed de Tripoli, le 10 février 1978), qu'il change le calendrier (causerie du 1^{er} décembre 1978) ; qu'il établit une séparation entre politique et religion (11 juillet 1980).

Le 24 février 1979, devant les étudiants de Tripoli, représentant 30 nationalités, il affirme qu'il faut... « une guerre sainte contre l'exploitation, les classes et le féodalisme... ». L'homme musulman actuel « se trouve inconsciemment sur la voie de la non-croyance en Allah » où le mènent « les mauvaises pratiques actuelles des musulmans, qui acceptent le féodalisme, l'exploitation et l'accaparement de l'argent ». Pour le sauver, il y a un remède, celui « qui émane de l'Islam et du Coran » c'est-à-dire le Livre vert. « Le musulman, en appliquant le Livre vert, peut se soulever et trouver une solution à ses problèmes économiques, politiques et sociaux, sans sortir du cadre de l'Islam et sans être mécréant ».

C'est donc la Révolution progressiste du Livre vert qui est devenue le devoir du musulman. Il proclame le 11 novembre 1978, place des Martyrs que : « la révolution islamique, révolution de justice, révolution du socialisme, révolution de science, révolution de bien, doit s'étendre à toutes les régions du monde ». Cet objectif n'exclut pas l'unité arabe : il l'englobe. Dans cette nouvelle optique, les liens du sang ne devraient plus compter.

Ici l'« umma 'arabiya » n'est plus invoquée. C'est l'« umma islamiya » ou « mohammadya » ou plutôt l'« umma thawriya », la communauté révolutionnaire des musulmans (et des autres progressistes) qui doit sauver le monde de l'injustice et du capitalisme : « la religion musulmane est la plus grande des révolutions, bien plus, c'est la révolution mondiale, bien plus, c'est la révolution armée... elle appelle les musulmans à être puissants comme le prescrit Dieu dans son Livre saint. Cet appel de l'Islam est un appel aux armes à la mobilisation générale, un appel pour que cette nation (« umma ») soit forte et puissante ». C'est là le vrai « jihâd ».

Le rôle de la Libye dans cette « umma » est primordial. Le commandant Jalloud — l'alter ego du Colonel — dit, le 4 mars 1979 : « Nous ne renoncerons pas à la direction du nouveau réveil de l'Islam, la Jamâhîriya ne renoncera pas à son rôle au sein du mouvement de libération que connaît le monde arabe, l'Afrique, l'Amérique latine car ce rôle est en étroite liaison avec la révolution du 1^{er} septembre ».

Le colonel Kadhafi déclare souvent : « nous sommes avec toutes les révolutions populaires », ce qui indique bien que la communauté à laquelle se rallie la Libye, c'est d'abord celle des révolutionnaires. C'est l'«*umma islamiya*», si les musulmans entrent en révolution. Quant aux Arabes, tant qu'ils ne font pas la Révolution, ils n'intéressent plus Kadhafi : « Le peuple libyen a trop de respect pour les peuples arabes qui l'entourent pour faire la révolution à leur place. Il appartient à ces peuples de se libérer par eux-mêmes, sinon, ils ne sont pas dignes d'être affranchis et méritent de rester sous le régime de l'exploitation et de l'esclavage » (2 mars 1981).

Dans cette optique, la communauté révolutionnaire dépasse la conception de l'«*umma*» décrite dans le Livre vert III. L'appui à la révolution iranienne contre l'Irak, pourtant arabe, ne s'explique que dans cette perspective. On est loin de l'appui donné à l'Irak contre l'Iran en 1975, au nom de l'arabisme. Il est vrai qu'à l'époque l'Iran était réactionnaire et cela seul déterminait le choix. Il serait intéressant d'étudier les réactions du colonel Kadhafi dans les situations où les valeurs de son idéologie se contredisent : en Erythrée, en Afghanistan, en Iran... De manière globale, force est de constater (pour les trois exemples cités) qu'il tend à faire passer la solidarité révolutionnaire avant l'Islam (Afghanistan) et avant l'arabisme (Iran, Erythrée).

Il reste que l'arabisme demeure pour lui une valeur, même si les choses ont évolué. On peut simplement conclure que l'idéologie du colonel Kadhafi exprime les contradictions entre un idéal d'Etat monolithique dans sa race, sa religion, son idéologie, d'une part, et, d'autre part, un idéal d'Etat démocratique, socialiste et universaliste. Et le socialisme s'accommode du monolithisme, l'Islam de l'universalisme..., l'arabisme quant à lui s'est toujours voulu socialiste et démocratique, etc. On voit que les figures possibles sont très nombreuses, permettant sans cesse de passer sans contradiction apparente d'un thème à l'autre en toute bonne conscience. Mais cette contradiction des valeurs n'est-elle pas le sort commun à toutes les idéologies de notre siècle ?

Hervé BLEUCHOT

Centre de Recherches et d'Etudes
sur les sociétés méditerranéennes

NOTES

(1) Du seul point de vue du volume, le « Livre vert » ne comporte qu'une centaine de pages, alors que le recueil des discours du colonel, «*Es-Sjiil el-qawmi*», comprend 11 volumes qui ont entre 700 et 1 300 pages ! Nos citations sont tirées, pour la plupart, de ces volumes. Pour simplifier les références, nous les faisons suivre simplement de la date du discours.

(2) Nous avons exclu de cette analyse les questions de politique étrangère sauf quand elles concernaient une notion importante, comme la notion d'«*Umma*». Nous avons aussi traité, succinctement les deux premières périodes, ayant eu l'occasion d'en parler souvent. Sur la politique internationale, voir les chroniques de Bruno ETIENNE in «*Annuaire de l'Afrique du Nord*» (AAN), Paris, CNRS.

(3) Sur l'évolution des institutions libyennes, voir notre chronique politique libyenne dans l'AAN, depuis 1970, et l'article H. BLEUCHOT-T. MONASTIRI : «*L'évolution des institutions libyennes (1969-1978)* in «*AAN 1977*», CNRS, 1979, qui a fait l'objet d'un tirage à part : «*Développements politiques au Maghreb*», CNRS, 1979 (sous la direction de J. LECA et J.C. SANTUCCI).

- (4) Sur cette période, voir en particulier notre article « Les fondements de l'idéologie du colonel Mo'ammar al-Kadhafi » dans « Maghreb-Machrek », n° 62, mars-avril 1974, p. 21-27, repris dans « La Libye nouvelle », CNRS, 1975.
- (5) Voir, sur ce concept, l'œuvre de Louis GARDET, en particulier « l'Islam, communauté et religion », Desclée de Brouwer, 1969. Un colloque s'est tenu récemment à l'Université de Sassari, grâce à l'Institut des Etudes et programmes pour la Méditerranée (ISPRM) sur la notion d'« umma ».
- Pour une utile comparaison avec l'« Umma arabiya » de Nasser, qui confirme la parenté avec le discours de Kadhafi à cette époque, voir M. ABOU-CHDID NASR, « Analyse des champs sémantiques de la notion de "umma arabiya" (nation arabe) dans le discours nassérien » in « Mots », n° 2, mars 1981, p. 13-36, édité par le CNRS, la FNSP et la Maison des Sciences de l'Homme.
- (6) Voir Ann E. MAYER : « Islamic Law in Libya, analyses of selected Laws enacted since the 1969 Revolution », SOAS, 1977, et Borham ATALLAH : « L'acculturation juridique dans le Nord de l'Afrique. Le cas de l'Algérie et de la Libye », in « Indépendance et interdépendance au Maghreb », préface de M. FLORY, CNRS, 1974, (sous la direction de W. RUF).
- (7) Voir Nicolas SAADE. « Khalil Mutran », Lille, 1979 (premier chapitre).
- (8) Remarquons que cette conception a aussi existé en Occident. Le « thing » scandinave dont on retrouve des traces en Islande, en Norvège, ou encore les institutions des Germains et des Slaves, sont tout à fait comparables. Voir L. MUSSET, « La Scandinavie au Moyen âge », Paris, 1951.
- (9) Voir en particulier : « La convivialité », Paris, Seuil, 1973.
- (10) « L'austérité n'est pas vertu d'isolation ou de clôture sur soi. Pour Aristote comme pour Thomas d'Aquin, elle est ce qui fonde l'amitié ». « La convivialité », p. 13.
- (11) On évoque souvent l'idée que, dans les assemblées de tribus, les décisions se prennent par consensus. Les gens discutent longuement avant de prendre une décision. L'opposant ne se révèle jamais comme tel, il cherche à convaincre ou à être convaincu. C'est pourquoi les « palabres » et les « paw-paw » décrits par les explorateurs du siècle dernier sont si longs. Mais si l'opposition n'est pas explicite, elle n'en existe pas moins ; elle attend souvent son heure pour proposer un autre chef plus sage, plus prestigieux.
- (12) Supposons trois circonscriptions : le 1^{er} congrès vote Oui avec 51 oui et 49 non, le 2^e congrès vote Oui avec 51 oui et 49 non, le 3^e congrès vote Non avec 100 non. Résultat : 2 congrès contre un, c'est le Oui qui gagne, alors qu'il y a $49 + 49 + 100 = 198$ non, contre $51 + 51 = 102$ oui.
- (13) Voir J. DAVIS, « Théorie et pratique du gouvernement non représentatif », dans ce numéro. L'auteur analyse une élection à Ajdabiyah et montre bien les incohérences pratiques du système.
- (14) Mirella BIANCO : « Kadhafi, messenger du désert », Stock, 1974, p. 147.
- (15) Sur les omissions du Livre vert III, voir Taoufik MONASTIRI, « Chronique sociale et culturelle », in « AAN 1979 », qui en fait l'inventaire.
- (16) Voir nos articles cités dans la note (3), et A.E. MAYER, « Le droit musulman en Libye à l'âge du Livre vert », dans ce numéro.
- (17) Chef spirituel de la communauté chi'ite libanaise, disparu, dit-on, en Libye.